LA RÉSURGENCE DES PRATIQUES DE CORRUPTION DANS LES SERVICES PUBLICS À COTONOU VERS UNE ANALYSE SOCIO-ANTHROPOLOGIQUE DES TENDANCES LOURDES DE DÉVELOPPEMENT

Lucien AGBANDJI
LASDEL – Université Abomey Calavi
lucienagbandji@yahoo.fr

Joslyne HOUNTONDJI
LASDEL – Université Abomey Calavi
jhountondji34@gmail.com
&
Idossou Barthélémy BABALAO
LARRED – Université Abomey Calavi
barthbabalao@gmail.com

Résumé : Phénomène endémique et visible, la corruption au Bénin se caractérise par sa généralisation et sa banalisation dans tous les secteurs de l'administration publique. Ce qui conduit à la présente recherche qui a ciblé les agents des services publics, des usagers, des personnes membres des ONG en lutte contre la corruption, des autorités communales. Il est à retenir que la collecte des données s'est réalisée sur un échantillon dont le seuil de saturation a été atteint à 120 acteurs. En effet, pour cette recherche plus d'une cinquantaine d'entretiens ont été faits tant avec les autorités communales, les membres des ONG, qu'avec les agents des services publics afin de comprendre les déterminants des pratiques de corruption dans les services publics à Cotonou. Le questionnaire a été soumis aux usagers et à quelques agents des services publics. Dans le cadre de cette recherche, l'échantillon est composé de différentes catégories d'acteurs. Ainsi, l'identification des usagers s'est fait par la technique du choix raisonné. Pour construire l'échantillon composé des agents des services publics en question la technique utilisée est la boule de neige. Le groupe cible constitué des membres d'ONG en lutte contre la corruption a été construit sur la technique du hasard. Les résultats des données de terrain de la recherche sur la corruption sont obtenus à partir des entretiens, du questionnaire administré aux enquêtés et de l'observation. Ces données recueillies sont regroupées, catégorisées, dépouillées suivant les centres d'intérêts de la recherche. Les données ont été triangulées par la suite. Le traitement s'est fait manuellement puis approfondi à partir du logiciel Word 2010, Excel, pour les données quantitatives puis une analyse du contenu basée sur les verbatim a été faite pour les données qualitatives. Au terme de la recherche, il a été constaté que sur l'ensemble des personnes investiguées 45% ont reconnu avoir été victimes contre 55% qui n'en sont pas victimes. Aussi, les résultats recueillis du terrain ont-ils montré que les pratiques de corruption sont récurrentes dans les services publics à Cotonou. Phénomène social et endémique elle affecte et détériore le sens du travail. Il ressort de cette recherche dans un premier temps que : Divers facteurs socioculturels concourent à l'enracinement de la corruption entre usagers et agents des services publics à Cotonou. Au nombre de ces variables, il y a la sur monétarisation des rapports sociaux, la pratique du don, l'intermédiation, la méconnaissance des textes, le facteur temps, le principe de solidarité, la cherté de la vie, l'ethno régionalisme expliquent plus la prégnance et la persistance des pratiques corruptrices à Cotonou.

Mots-clés : Résurgence, pratiques de corruption, services publics, tendances lourdes de développement, Cotonou/Bénin

THE RESURGENCE OF CORRUPT PRACTICES IN PUBLIC SERVICES IN COTONOU: TOWARDS A SOCIO-ANTHROPOLOGICAL ANALYSIS OF MAJOR DEVELOPMENT TRENDS

Abstract: Corruption is an endemic and visible phenomenon in Benin, characterised by its generalisation and trivialisation in all sectors of the public administration. This leads to the present research, which targeted public service agents, users, members of anti-corruption NGOs and communal authorities. It should be noted that the data collection was carried out on a sample whose saturation threshold was reached at 120 actors. Indeed, for this research, more than fifty interviews were conducted with communal authorities, members of NGOs and public service employees in order to understand the determinants of corrupt practices in public services in Cotonou. The questionnaire was submitted to users and some public service agents. In the framework of this research, the sample is composed of different categories of actors. Thus, the identification of users was done by the technique of reasoned choice. To construct the sample of public service workers in question, the technique used is snowballing. The target group of anti-corruption NGO members was constructed using the random technique. The results of the field data of the research on corruption are obtained from interviews, questionnaire administered to the respondents and observation. These collected data are grouped, categorised and analysed according to the research interests. The data was then triangulated. The processing was done manually and then in depth using Word 2010 and Excel software for the quantitative data, then a content analysis based on the verbatim was done for the qualitative data. At the end of the research, it was found that out of all the people investigated, 45% admitted to having been victims against 55% who were not victims. The results gathered from the field showed that corruption is a recurrent practice in public services in Cotonou. It is a social and endemic phenomenon that affects and deteriorates the meaning of work. Various socio-cultural factors contribute to the entrenchment of corruption between users and agents of public services in Cotonou. Among these variables, the over-monetisation of social relations, the practice of giving, intermediation, the lack of knowledge of texts, the time factor, the principle of solidarity, the high cost of living, and ethno-regionalism explain the prevalence and persistence of corrupt practices in Cotonou.

Keywords: Resurgence, corrupt practices, public services, major development trends, Cotonou/Benin

Introduction

Le développement reste et demeure la préoccupation majeure de toute nation. Or, il ne peut y avoir développement sans ressource humaine de qualité. Celle-ci est la clé de voûte de l'enclenchement du processus du développement de tout peuple. Aujourd'hui, il est aisé de constater qu'en Afrique, les relations sociales ont tendance à être fortement personnalisées. Ainsi, il est important de tenir compte de la façon dont diverses formes de relations sociales sont assimilables à la corruption lorsque, en s'appliquant aux rapports avec le monde administratif, politique ou judiciaire, elles engendrent le favoritisme, contaminent et freinent le développement économique des Etats. Au Bénin, le phénomène s'est transformé en culture dont les effets sont perçus par tous. Les pratiques de corruption sont devenues des faits de société qui touchent tous les secteurs à telle enseigne que J.P. Olivier de Sardan (1996 : 29) a qualifié le phénomène de « complexe de corruption ». En effet, il faut noter que la bonne gestion des ressources administratives relève de la compétence des acteurs. Ce faisant, force est de constater que demandeurs (usagers) et prestataires (fonctionnaires) ignorent la déontologie et l'éthique concernant leur domaine. C'est en cette raison qu'ils posent des actes de corruption, consciemment, qu'ils corrompent ou qu'ils sont corrompus, c'est -à- dire tous des acteurs de la corruption. Ainsi, face à la récurrence de la corruption

dans les services surtout publics, elle est apparue comme un fait nouveau. Or, le service public, au sens matériel est une activité d'intérêt général, assurée sous la maîtrise de la puissance publique, par un organisme. La notion de service public est très récente selon **J.**Chevallier (2010,p.19). C'est pourquoi, il faut lever les coins d'ombres. Le service public n'est pas forcément le secteur public, car un service public peut être par le privé. Aussi, un service public n'est-il pas un bien public mais il peut concerner ou pas un bien public, tandis qu'inversement un bien public peut être fourni par un secteur public ou privé. Le service public n'est pas nécessairement national. Il peut être organisé sur le plan local, ici l'autorité de tutelle n'est plus l'Etat, mais les collectivités locales. En dernier ressort, on retient que le service public n'est pas nécessairement au service du public car certaines administrations n'ont pas pour objet de fournir des prestations directes à leurs usagers. Dans cette optique, le gouvernant Béninois s'emploie à lutter efficacement contre cette réalité constituant une tendance lourde du développement.

Cependant, compte tenu de la propension des pratiques corruptives au regard desquelles la plupart des Béninois sont sujets dans les services, particulièrement à Cotonou, il est important de s'intéresser au phénomène. Face à cet état de fait, les différents gouvernements qui se sont succédé ont fait de la corruption leur cheval de bataille. Pour cette lutte que d'aucun qualifie d'espiègle, l'Etat béninois et d'autres organisations non étatiques ne sont pas restés insensibles. Plusieurs institutions entre autres œuvrent pour freiner les pratiques de corruption. Néanmoins, on constate que le phénomène va sans cesse croissant. C'est justement pour tenter de comprendre les facteurs qui participent à l'enracinement des pratiques de corruption que ce travail se permet d'investiguer dans les services publics à Cotonou.

1. Méthodes et matériels de recherche

Dans le cadre de cette recherche, la collecte des données s'est réalisée sur un échantillon dont le seuil de saturation a été atteint à 120 (cent vingt) acteurs composés de 60 (soixante) usagers toutes administrations confondues, de 40 (quarante) agents des services publics, de 16 membres des ONG (06) et responsables d'institutions et d'entreprises (10) en lutte contre la corruption, de 04 autorités communales. Ce travail, focalisé sur les pratiques de corruption révèle son enracinement dans les services publics de Cotonou, à la fois une commune et un département, voire la capitale économique du pays ou s'enchevêtrent les problèmes politiques, économiques et sociales avec leurs tendances lourdes influençant négativement le développement du pays. La présente recherche s'est d'abord basée sur une recherche documentaire dans le but de la recension des écrits antérieurs. Puis l'on a utilisé la technique de l'entretien qui a permis d'avoir des informations d'ordres cognitifs et affectifs des informateurs privilégiés investigués et le questionnaire dans le but de relever les facteurs explicatifs du phénomène. Enfin, l'observation a permis de constater les ruses développées par les acteurs. Il a fallu utiliser respectivement, pour ces techniques de collectes les outils de collecte suivant : la fiche de lecture, le guide d'entretien, le questionnaire et la grille d'observation. Les données recueillies sont regroupées, catégorisées, dépouillées suivant les centres d'intérêts de la recherche. Elles sont triangulées par la suite. Le traitement s'est fait manuellement, puis approfondi à partir du logiciel Word 2010, Excel, pour les données quantitatives ensuite une analyse du contenu basée sur les verbatim a été faite pour les données qualitatives.

2. Résultats

2.1 Du point de vue des acteurs aux variables socioculturelles comme facilitateur de la corruption

Le présent chapitre expose les divers résultats de l'enquête de terrain. Pour ce faire, certaines données sont transformées en graphique selon les types d'informations recueillies et les autres sont synthétisées.

-Existence du phénomène de la corruption dans les services publics

Les résultats des enquêtes permettent de témoigner de l'existence de la corruption dans les services visités.

La figure N1 illustre l'enracinement de la corruption dans les services publics de Cotonou.

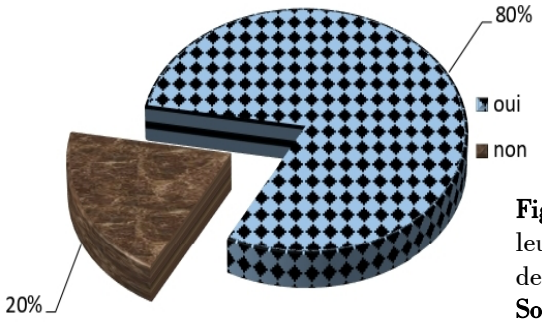

Figure N°1 : Répartition des acteurs suivant leur niveau de connaissance de l'existence de la corruption.
Source : *Agbandji, 2022*

A la lecture de cette figure 1, 80% des personnes interrogées ont déclaré que la corruption est une réalité dans les services publics, contre 20% qui récusent cette assertion.

-Perception du phénomène de la corruption selon les cibles

Pour mieux examiner le problème de la corruption, il est opportun de recueillir le point de vue des acteurs afin d'en faire une analyse conséquente. La figure en dessous en est une preuve.

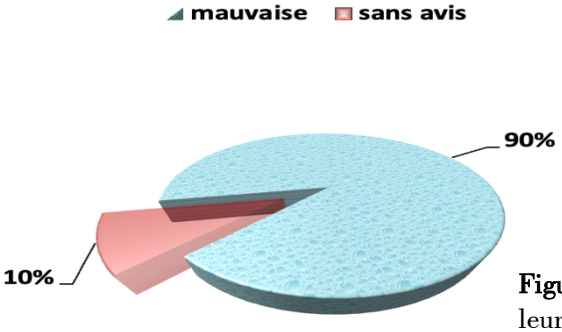

Figure N°2 : Répartition des acteurs suivant leur perception de la corruption
Source : *Agbandji, 2022*

Quant à leurs avis sur le phénomène de la corruption, 90 % affirment que la corruption est une mauvaise pratique, contre 10 % qui demeurent sans avis.

-Banalisation de "la petite corruption" ou non

Si la corruption persiste, c'est bien parce qu'il y a des comportements qui suscitent sa pérennisation. Le tableau suivant éclaire plus sur les diverses réponses des acteurs.

Tableau I : Répartition des personnes interrogées concernant la banalisation de la petite corruption ou non.

Banalisation petite corruption	Effectif	Taux
Oui	85	70,83 %
Non	35	29,17 %
Total	120	100 %

***Source** : : Agbandji, 2022*

L'appréciation des valeurs représentées dans le tableau montre que 70,83 % de la population banalisent la petite corruption. A l'inverse, 29,17 % sont d'avis contraire.

Tableau I : Moments favorables à la corruption dans les services publics en question.

Nombre d'usagers ont été contraints pour des actes donnés d'être des co-auteurs de la corruption. Le tableau I permet d'éclairer sur les actes pour lesquels on succombe ou on tente de corrompre.

Moments	**Effectifs**	**Taux (%)**
Pour un état civil	22	18,33
Affaire domaniales	19	15,83
Certification des pièces	21	17,5
Affaires fiscales (taxes)	20	16,66
Attribution des marchés	25	20,83
Authentification et équivalence des diplômes	13	10,83
Total	120	100

Source : : *Agbandji, 2022*

Selon les cibles investigués, les gestes de la corruption se déroule à la demande souvent pressante et/ ou irrégulière de l'établissement d'un acte d'Etat civil (d'une pièce d'identité, de la déclaration de naissance, établissement d'un acte de naissance) ou suite à des jeux pour retarder l'établissement et/ou le retrait par la personne demanderesse. Aussi, ont-ils affirmé que l'acte de corruption se déroule à l'occasion de la certification d'une pièce, ou de l'attribution de marchés ou encore du paiement des taxes et impôts, de même que, parfois, au moment de l'établissement des assiettes fiscales en vue de sa stabilisation ou de sa modification à la baisse. Egalement et enfin, elle se réalise lors de l'établissement des équivalences et d'authentification des diplômes dans le but de favoriser l'accélération, de distorsion de la procédure ou de falsification des pièces.

-Corruption un phénomène en cours dans les services : facteurs explicatifs, acteurs et implications

Dans cette rubrique, il est mis en relief les facteurs explicatifs des actes de corruption dans les services publics de Cotonou.

-*Sur-monétarisation*[1] des rapports sociaux

L'argent occupe aujourd'hui une place très importante dans le vécu quotidien. Quel que soit ce que l'on veut entreprendre ou ce que l'on veut exprimer, c'est avec l'argent qu'il est indiqué de le faire, à telle enseigne que donner l'argent est devenu une norme. Les fonctionnaires ou agents des collectivités locales (Akowé) sont souvent considérés comme des acteurs ayant le monopole du pouvoir économique, au point où on ne puisse pas observer la logique redistributive. Pour faire face à toutes ces sollicitations sociales, les agents des services publics s'adonnent aux pratiques corruptrices. Si usagers et prestataires baignent dans une complicité, il est à retenir que ces deux groupes font un jeu dont un novice ne peut saisir le sens. Lors d'un entretien, un agent de service public a fait remarquer qu'il est normal qu'on vive dans un tel contexte d'autant plus que chacun veut avoir du coup une voiture, un terrain et une maison. On taille beaucoup plus d'importance aux personnes riches quelle que soit l'origine de l'argent dont elles disposent. Avec l'argent, on a tous les honneurs, toutes les portes sont ouvertes. Les riches peuvent s'offrir tous les services. Ils sont considérés comme des dieux sur terre, au point où aujourd'hui, tous les moyens sont bons pour se faire de l'argent. Comme on le constate, l'argent confère un statu(s)t social élevé dans ta famille, dans ton milieu social a-t-il affirmé.

-Le don dans les relations sociales.

Dans les sociétés africaines, le don est important. Donner quelque chose à un individu pour lui témoigner sa gratitude, faire un geste pour exprimer un sentiment, une joie, une reconnaissance, un attachement sont des actes tout à fait naturels et qui font partie du quotidien du Béninois. Refuser un don, n'est pas normal, c'est agir contre les règles de la bienséance et de la préséance et donc de la morale. Là où il y a un flou, c'est que les différents acteurs s'en servent comme facilitateur de la corruption. Ainsi, lors des observations on a enttendu certains usagers dire *: Fofo, Kinklinboyahoublohassotchénoumibo, eyidoh n' wa mina mon midé ou encore egni do ablokpéounsôtchindjiékpowo*. (Grand frère je vous prie de faire mon travail et à la fin disposez de la monnaie restante. Ces propos montrent que le surplus (ou la monnaie restante) est remis aux prestataires. Aux prestataires de dire : *Edo o dé boua égnido blofo nan ylowé* ou encore *enantchènouwé)* traduisant la complicité qui s'établit entre agent et usager car il semble que ces derniers se sont échangés les numéros de téléphones afin de s'appeler une fois le dossier terminé. Aussi, le remerciement qui s'en suit montre que l'agent en question agréé aux gestes de l'usager. Il ressort de ce qui précède que lorsqu'on vous fait un don, vous vous sentez redevable vis- à-vis de cette personne et quand il vous demande un service vous ne pouvez pratiquement pas refuser.

-Le principe de solidarité

Les relations entre fonctionnaires et usagers sont à considérer comme des relations d'entraide mutuelle ; car lorsque l'usager n'est pas en règle ou un problème d'urgence se

pose à l'usager alors, s'ensuivent des ruses et des attitudes sibyllines de la part des deux acteurs. C'est ce que reconnaît un usager :

> si tous les agents devraient travailler dans les normes, conformément à la règlementation beaucoup d'usagers auront de difficultés. En toute chose, c'est la compréhension et puisque c'est l'homme qui fait l'homme. Les agents ne sont pas les animaux. Ils ont une conscience donc il est normal qu'ils nous aident en tant que frère, parent ou ami. L'homme même est imparfait, son œuvre ne peut être parfaite, c'est pourquoi entre nous et les agents, il y a quelques fois une complicité. En réalité, il y a entraide, c'est-à-dire donnant- donnant. En quoi, il y a du mal à donner, peut-être, 500F, 1000F, 5000F, 10.000F pour qu'on vous aide rapidement. Ne saviez-vous pas que le temps, c'est de l'argent, si vous voulez parler de la corruption, allez à la Présidence, dans les Ministères, à la Douane, là on peut parler de corruption c'est en quelque sorte une reconnaissance ou service rendu.

C'est le cas de ce jeune homme qui n'a pas sacrifié à la tradition en ajoutant "un lubrifiant à son dossier" pour l'authentification de ses diplômes.

-La cherté de la vie : Corruption comme moyen de survie

Le souci d'avoir de nouveau standard de vie qui coute particulièrement cher pousse les agents publics de toute catégorie à pratiquer la corruption. Pour justification, ces derniers se plongent dans la logique de recherche d'argent. Cela transparaît à travers les propos de Mr K. S. de la mairie de Cotonou.

> Chaque jour que Dieu fait, les prix des denrées augmentent, mais nos salaires n'augmentent pas. Moi je réside à Calavi et vient toujours à Cotonou travailler c'est des dépenses, sans toutefois oublier le loyer et la communication pour ne citer que ceux-là. Enfin de compte, quand je prends mon salaire, plus rien ne reste comme économie, alors on est obligé de jongler.

-Ethno-régionalisme et les liens de filiation (parenté) comme socle du favoritisme

La corruption semble se nourrir de la force des cadres traditionnels. La famille, le clan, la région, l'ethnie sont des structures prégnantes et impressionnantes. Ce qui fait que la solidarité entre usagers et agents des services publics est à leurs yeux instinctive et absolue. Les propos de T. M., agent de la préfecture de Cotonou, confirment lorsqu'il a déclaré :

> Travailler dans la fonction publique en Afrique et particulièrement au Bénin, il faut avoir les pieds sur terre car la famille à ces yeux braqués sur toi et il est difficile de refuser quelque chose à qui que ce soit. Si non vous devenez une personna non grata dans la famille. Certaines personnes viennent dire : je suis la fille, le fils, la cousine, la nièce à telle personne. Pour finir, vous constatez qu'il y a un lien, un rapprochement parental, donc vous ne pouvez en aucun cas refuser ceux dont ils ont besoin.

-La crise de valeurs socioculturelles comme terrain fertile à la corruption

Le sens du service subit une érosion (dégradation), car aujourd'hui les valeurs qui assuraient la socialisation de l'individu sont en perte de vitesse, d'où la production des comportements ayant trait à la corruption se constate dans les sphères de la vie publique. C'est pourquoi, renchérit ce quinquagénaire en disant :

> Avant, il y avait le respect des valeurs et des normes sociales, mais aujourd'hui, il y a un déracinement de la société à telle enseigne que la vertu est découragée, le travail perd son intérêt et la recherche du gain facile prend de l'ampleur. Ecoutons c'est pitoyable et c'est Dieu seul qui peut nous sauver de cette situation hein !

2.2 Essai de discussion des résultats

La corruption est devenue un phénomène banal qui s'est transformé en une culture. La corruption en tant que pratique sociale se développe en effet dans un environnement socioculturel tolérant et incitatif. Le phénomène de la corruption que connait la ville de Cotonou est dû à sa mosaïque ethnoculturelle. Car, on y compte plusieurs ethnies, de nombreuses unités culturelles distinctes. Dans ces conditions, la corruption va sembler se nourrir de la force des cadres traditionnels qui réglementent l'existence de l'individu. Sur ce, la famille, le village, le groupe socioculturel deviennent plus prégnants que l'Etat. C'est pourquoi, l'on constate le plus souvent que la solidarité est du coup instinctive et absolue dans les services publics. Si le fait de donner quelque chose aux agents pour bénéficier de leur service n' est qu' un simple don à leur yeux, il faut à cet effet retenir que chez Mauss, la modalité d'échange entre des groupes ou des individus, régie par la triple obligation de donner, de recevoir et de rendre, au moins à l'équivalent. Le don est fait un fait social total. L'existence du don démontre la fonction sociale des échanges qui ne sont pas uniquement marchands. Cependant dans les services publics de Cotonou les échanges sont plus basés sur le matériel.

D'abord, la recherche sur la corruption dans les services publics a prouvé que la corruption est un fait réel dans toutes les sphères de la vie sociale à Cotonou. Peut-on parler de la consubstantialité de la corruption dans les relations sociales à Cotonou ? C'est pour ainsi dire, que là où il y a vie humaine, il y a corruption. Autrement, c'est dans l'optique d'éclairer les implications socioculturelles de la corruption que cette recherche est menée. Ainsi, la corruption est jugée de mauvaise pratique par la quasi-totalité des cibles ; cette dépréciation relève du fait que la corruption participe au dysfonctionnement de l'administration et instaure ainsi la bureaucratie (REN-LAC, 2000 : 023). Aujourd'hui, force est de constater que l'intérêt individuel prend le dessus de sorte que l'individu détourne le principe de solidarité à son gré et sert ses intérêts propres. Si tant est que la corruption est dépréciée par les acteurs sociaux, c'est aussi parce qu'elle se nourrit des ressources des contribuables. Comment peut-on croire que ''la petite corruption'' objet de la recherche soit dépréciée et banalisée ; il y a à cet effet des points d'ombres à éclairer. Est-ce donc une hypocrisie des acteurs ? Peut-être non, car les études du PNUD (20007-2008) ont montré que la corruption constitue un sujet de conversation banalisé. C'est fort de cela que N. Dovenon (2010 : 19) vient en renfort en écrivant que la corruption est jugée « normale » par la population béninoise, car elle est présente dans tous les domaines y compris le domaine culturel. La corruption est donc une ''nébuleuse au contour flou '' ce que J.P. Olivier de Sardan (1996 : 29) a appelé à son tour ''complexe de corruption ''. C'est-à-dire « un ensemble de pratiques illicites, techniquement distinctes de la corruption d'être associés à des fonctions étatiques, paraétatiques ou bureautiques d'être en contradiction avec l'éthique officielle du bien public ou du service public, de permettre des formes illégales d'enrichissement, d'user ou d'abuser à cet effet de position de Pouvoir ». Malgré les campagnes de sensibilisation dans les services, pour amener les usagers à prendre

conscience, il faut retenir que la corruption continue au vu et su de tous. Les affiches collées dans les allées et portes des services comme le montre la photo 1.

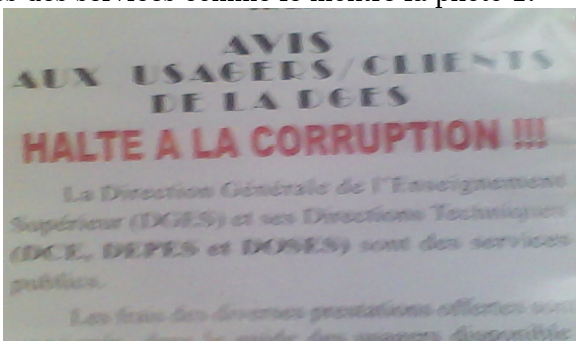

Photo 1 : Affiches de sensibilisation contre la corruption dans les services de la DGES
Source : : *Agbandji, 2022*

La photo 1expose une affiche de sensibilisation contre la corruption au sein des services de la DGES. Malgré l'existence de ces affiches force est de constater que les pratiques de corruption continuent au vu et au su de tous. Le paradoxe est que ces victimes de la corruption ont un niveau d'étude acceptable (primaire, secondaire). Cela justifie qu'ils sont capables de lire et d'interpréter ce que c'est que '' Halte à la corruption'' comme l'indique la figure ci-dessus. On peut donc dire que le fait d'avoir un niveau d'étude élevé n'épargne pas les pratiques corruptrices dans les services publics. En ce qui concerne les circonstances des actes de corruption, l'enquête de terrain a relevé qu'elle se déroule lors de l'établissement d'un acte d'Etat civil (d'une pièce d'identité de la déclaration de naissance, l'établissement d'un acte de naissance). L'acte de la corruption se déroule également à l'occasion de l'établissement des actes de propriété, lors de la certification d'une pièce, de l'attribution de marchés ou de payement des taxes.

Conclusion

Phénomène universel, la corruption est présente à plus ou moins grande échelle dans tous les pays et toutes les cultures, dans des modalités et à des degrés d'intensité différents, sous toutes les latitudes. Par ailleurs, si certains des enjeux sont universels, les causes sont contextuelles, enracinées dans les politiques nationales, les traditions bureaucratiques, l'évolution politique, les valeurs sociales et l'histoire du milieu. La corruption au Bénin se caractérise par sa généralisation et sa banalisation dans tous les secteurs de l'administration publique.

Références bibliographiques

Becker, H. (1963). Outsiders, Etudes de sociologie de la déviance, Paris, Métailié, traduction française première édition

Bourdieu, P. (1985). Two concepts of social capital, Department of social sciences and philosophy, University of jyvskyla: 723-744.

Chevallier, J. (1994). Science administrative" PUF, Thémis, 357.

Chevallier, J. (2010). Le service public PUF Que sais-je ? 128

Crozier, M. & Friedberg E. (1977). L'acteur et le système *: Les contraintes de l'action collective*, Edition seuil, collection points essais, 500

Desjeux, D. (1991). Comment les parents manipulent les parents pendant les courses.

Dommel, D. (2003). Face à la corruption : peut-on l'accepter ? Peut-on la prévenir ? Peut-on la combattre ? Edition Karthala, 292

Dovenon, N. (2010). Le Benin : Quelles solutions pour un développement durable ? Edition l'harmatan, collection Etude Africaine, 167

Fleury, J. (2008). La culture, 2ème Edition, Bréal, 128

FONAC, (2007). Livre blanc sur l'état de la corruption au Bénin, Nouvelles presse industrie graphique, Cotonou, 130

FONAC, (2009). Livre Blanc sur l'état de la corruption au Bénin.

FONAC, (2012). Loi n°2011-20 du 12 octobre 2011 portant lutte contre la corruption et autres infractions connexes en république du Bénin, Cotonou.

Grawitz, M. (2004). Lexique des sciences sociales, Dalloz, Paris, 421

Heindenheimer C. (1970), L'économie de l'information et analyse des réseaux de corruption.

Kabou, A. (1991). Et si l'Afrique refusait le développement, Edition L'Harmattan, 208

Klitgaard, R. (1995). Combattre la corruption, Paris, nouveaux horizons, 22.

Kpatchavi, A. (2005). Dénominations et représentations sociales des acteurs de soins au Bénin : Une approche socio-anthropologique de la qualité des soins, Études béninoises, Université d'Abomey Calavi /CU. J/F. Champollion, 1 : 9-15.

Kreuger, A. 0. (1974). The Political Economy of the rent seeking society, *The American Review*, (64)3: 291-292.

Malinowski, *B. (1944),* A scientific Theory of culture, with a preface by Huntington cairns, New-york, 228

Maslow, *A. (*1943). A theory of human motivation, *Psychological review, 80.*

N'Bessa, B. (1997). Origine et évolution d'un doublet urbain : Porto-Novo et Cotonou, Thèse d'État Es lettre, Université Montaigne Bordeaux III ,457p .

Nye, S. J. (1967). Corruption and political Development: A cost-Benefit Analysis, *American political Science Review* ,417-427

Olivier de Sardan J-P. (1999). A moral economy of corruption in Africa, The journal of modern African Studies.

Olivier de Sardan J-P. (1996). Les approches participatives en matière de développement rural, Texte de la conférence CNEAC, Montpellier.

Olivier de Sardan J-P. (1998). A la recherche des normes pratiques de la gouvernance réelle, édité par *Afrique : pouvoir et politique*, Dveloppement institute, London, 23

Olivier de Sardan J-P ; Bierschenk T. (2000), Courtiers en développement : Les villages africains en quête de projets, Paris, Karthala.

Olivier de Sardan J-P & Blundo G (2007). Etat et corruption en Afrique. Une Anthropologie comparative des relations fonctionn*aires et usagers* (Benin, Niger, Sénégal), Paris, Karthala, 374

Olivier de Sardan J-P & Blundo G (2007). La corruption au quotidienne en Afrique de l'Ouest, Paris, Apad, Karthala 77-117pp.

PNUD (2007). La corruption et la gouvernance au Bénin. Résultats de l'enquête diagnostic. Résumé exécutif

Ren-Lac (2000). Réseau National de lutte contre la corruption, collection Ren-Lac, 80

Rocher, G. (1968). Introduction à la sociologie générale : L'action sociale, Collection points, 757

Transparency international (2006), Corruption Perception Index (CPI)

Vignigbé, M. (2005). Corruption et impunité : Les détournements des deniers publics au Benin de 1990 à 2002, Edition Catholique au Benin, 194